

# Les retombées économiques des investissements dans les eaux canadiennes

***Nos revendications : Conclure l'investissement historique d'un milliard de dollars sur cinq ans dans le cadre du Plan d'action sur l'eau douce et établir l'Agence canadienne de l'eau.***

## Contexte

- La crise climatique est de toute évidence étroitement liée à l'eau au Canada.
- D'ici 2025, les dommages et désastres climatiques, dont 90 % sont liés à l'eau, ralentiront la croissance économique du Canada de 25 milliards de dollars par année<sup>1</sup>.
  - Il s'agit là de 50 % de la croissance projetée du produit intérieur brut (PIB).
- Le gouvernement fédéral peut se doter des ressources, politiques et infrastructures nécessaires pour répondre à cet urgent problème par des investissements directs et des mesures d'adaptation.
- Ces investissements permettraient de créer des emplois verts et durables partout au Canada, de générer un rendement substantiel pour les financiers et de favoriser un meilleur avenir pour toute la population canadienne.
- Si la région des Grands Lacs était un pays à part entière, elle serait la troisième économie mondiale sur le plan du PIB.
- De plus, les eaux intérieures fournissent des voies navigables, des ressources pour la pêche et d'importantes possibilités de croissance de l'[économie bleue](#).

## Création d'emplois et formation

- Les changements climatiques ont un effet dévastateur sur l'emploi, mais le secteur de l'eau offre de belles perspectives.
- L'eau douce entre en jeu dans un vaste éventail de secteurs d'emploi :
  - Gestion et restauration des bassins versants, gestion des eaux urbaines, infrastructure, éducation, réglementation, administration publique, etc.
- En 2019, les bassins versants de la Colombie-Britannique étaient directement à la source de quelque 27 200 emplois et ont plus largement rendu service à 47 900 Britanno-Colombiens<sup>2</sup>.
- Le rapport [Working for Watersheds](#) estime d'ailleurs qu'un investissement de 100 millions de dollars par année sur 10 ans générera 13 000 emplois supplémentaires et rehaussera le PIB de la province de 1,3 milliard de dollars.
  - Cet exemple de réussite pourrait être reproduit partout au Canada pour augmenter le PIB des provinces, des municipalités et du pays, et pour créer des milliers d'emplois.

**Conclusion** : Investir dans l'eau est un gage de création de milliers d'emplois au Canada.

## Rendement du capital investi (RCI)

- En investissant dans l'eau, on investit essentiellement dans la lutte contre les changements climatiques; la gestion communautaire de l'eau, les infrastructures hydriques et les mesures d'adaptation peuvent assurer un bon rendement à ce type de financement public.

<sup>1</sup> Institut climatique du Canada, [Limiter les dégâts : Réduire les coûts des impacts climatiques pour le Canada](#), 2022

<sup>2</sup> [Working for Watersheds](#), 2022

- L'[Institut climatique du Canada](#) évalue que « chaque dollar investi aujourd'hui [dans les mesures d'adaptation] rapportera de 13 \$ à 15 \$ en bénéfices directs et indirects dans les années à venir ».
  - De plus, ces investissements pourraient rapporter encore davantage si des mesures d'adaptation sont adoptées à l'échelle mondiale.
- Un rapport sur les investissements dans les infrastructures hydriques, réalisé pour [Réseau Environnement](#) en 2021, évalue le rendement du capital investi (RCI) au taux – conservateur – de 1,72.
- En outre, la **surveillance communautaire de l'eau** (SCE) permet de collecter des données scientifiques rigoureuses de manière très économique (>3:1) par rapport aux méthodes de surveillance utilisées dans les secteurs public et privé.

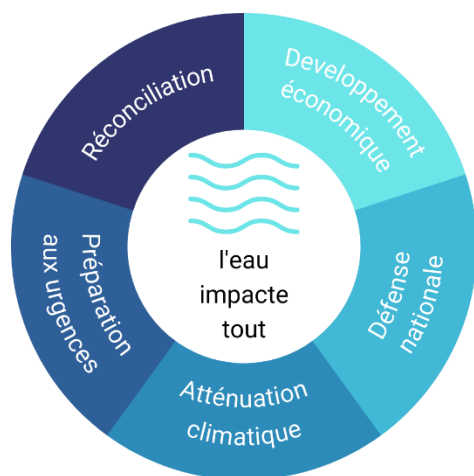
**Conclusion** : Investir dans des mesures d'adaptation permet d'obtenir des avantages économiques généralisés allant de 13 \$ à 15 \$ ; ce RCI peut encore être augmenté en misant davantage sur les mesures d'adaptation mondiales, les infrastructures hydriques et les investissements dans la SCE.

### Gouvernance

- L'Agence canadienne de l'eau (ACE) se veut un mécanisme de gouvernance qui favorise l'efficacité, le leadership à l'échelle nationale et mondiale, et le fédéralisme coopératif dans l'ensemble du Canada.
- L'ACE veillera à ce que les investissements dans le domaine de l'eau se fassent de manière pragmatique, efficace et rapide.
- Actuellement, plus de 20 ministères fédéraux se partagent la prise de décision sur les questions relatives à l'eau.
  - L'ACE réunira les décideurs fédéraux, provinciaux, territoriaux et autochtones en un seul pôle où seront consolidées les recherches, les données et l'expertise nationale.

**Conclusion** : L'Agence canadienne de l'eau servira d'outil pour assurer un financement prompt, efficace et efficient dans tout le pays.

### ALIGNEMENT SUR LES PRIORITÉS FÉDÉRALES



**Réconciliation avec les peuples autochtones** : L'Agence canadienne de l'eau vient répondre à une partie des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) par l'instauration de relations de gouvernement à gouvernement et de nation à nation dans la gestion partagée des eaux avec les nations autochtones.

**Développement économique** : Les investissements dans l'eau douce génèrent des emplois dans l'ensemble du pays et un RCI direct d'au moins 13 \$ à 15 \$ par dollar investi.

**Défense nationale** : En investissant dans l'adaptation et la résilience, le gouvernement contribue directement à la protection de la population canadienne contre les désastres climatiques, dont les inondations.

**Atténuation des changements climatiques** : La crise climatique n'est plus seulement une menace ; elle est une réalité bien présente. Le Plan d'action sur l'eau douce reconnaît cette réalité et prépare le Canada à affronter les périls à venir.

**Préparation aux situations d'urgence** : La résilience est la clé de l'adaptation aux changements climatiques, et contribue notamment à protéger la population contre les inondations, sécheresses, feux incontrôlés et consorts. La facture de ces catastrophes climatiques grimpe chaque année, sans compter les conséquences réelles sur l'existence, le patrimoine et la santé. Investir dans l'eau douce est une contribution intrinsèque à la préparation aux situations d'urgence et à la sécurité nationale.